

## Points obtenus par le Canada à Punta del Este

- Le texte de l'entente prévoit l'établissement d'un mécanisme de surveillance de la part du GATT sur les pratiques commerciales.
- les négociations porteront sur la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires. À ce chapitre, le Canada espère au cours des quatre années que durera la nouvelle ronde de pourparlers, faire des gains dans les secteurs des ressources naturelles, de la haute technologie et des services.
- l'agriculture sera incluse dans les discussions, un compromis difficilement arraché aux pays du Marché commun. Cela signifie que les 92 pays membres du GATT travailleront à réduire les subventions sur les produits agricoles, ce qui représente une grande victoire pour le Canada.
- Punta del Este marque un renforcement du GATT, un organisme international basé à Genève. Il s'agit d'un progrès important car les quinze dernières années ont été marquées par un affaiblissement de cette institution.

Selon le ministre Clark : « *Cette décision historique nous aidera à lutter contre le protectionnisme, à renforcer le système commercial multilatéral sous l'égide du GATT et à libéraliser le commerce international* ». Les négociations porteront sur l'agriculture, les produits provenant des ressources naturelles, la haute technologie et d'autres produits d'exportation, ainsi que sur de nouveaux thèmes qui revêtent de plus en plus d'importance pour le commerce international, notamment les services, les questions de propriété intellectuelle et les mesures touchant les investissements.

Les ministres du commerce des pays membres du GATT se sont généralement entendus pour réduire les entraves au commerce international des services et des produits agricoles.

Malgré son caractère épineux, le sujet de l'agriculture n'a pas compromis la mise en branle de la pro-

chaine séance de négociations commerciales. Une nouvelle ronde de négociations lancée par les 92 pays membres du GATT et portant sur la négociation de biens et services débutera à Genève à la fin de cette année et durera plusieurs années.

Les pays participant à la réunion de Punta del Este se sont entendus sur une déclaration d'une portée considérable, qui comprend les objectifs, les thèmes et les modalités du nouveau cycle, de même que les questions de participation.

Les négociateurs canadiens tenteront à l'occasion de ce nouveau cycle d'améliorer les conditions d'accès aux marchés extérieurs pour les producteurs de tous les secteurs d'un bout à l'autre du pays ■

## Cogestion en Afrique

Un groupe canadien d'entreprises en coparticipation a signé un contrat de gestion de 13,3 millions de dollars américains avec la State Gold Mining Corporation, du Ghana, en vue d'assurer le contrôle de la gestion de trois des mines d'or que possède l'État.

Selon les termes de l'accord, le groupe, composé de la Cominco Engineering Services Limited, de la Mining Corporation of Canada Limited et de la SNC Inc., il sera chargé de gérer la réorganisation et la modernisation des mines souterraines de Tarkwa et de Prestea, ainsi que les travaux de dragage d'alluvions à Dunkwa, lieux situés dans la partie occidentale du Ghana.

En plus des responsabilités de gestion, l'accord prévoit qu'une formation opérationnelle et de gestion sera offerte à des Ghanéens pour leur permettre d'assurer à leur tour la gestion des mines à l'expiration du contrat, d'une durée de trois à cinq ans.

Le financement du projet est assumé en partie par la Banque mondiale. Le gouvernement canadien prévoit accorder un prêt de faveur par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour compléter le financement.

Le groupe, désigné sous le nom de Canada-Ghana Mining Group (CGMG), a commencé ses travaux en octobre 1985.

Le Canada entretient avec le Ghana des liens de coopération étroits depuis l'accession de ce pays à l'indépendance en 1957. Son programme d'aide au développement au Ghana est d'ailleurs le plus ancien qui ait été mis sur pied en Afrique. L'octroi de ce contrat de gestion à un groupe d'entreprises en coparticipation marque la première étape vers une restructuration du secteur de production du Ghana dont l'importance est vitale pour l'effort global de relance économique de ce pays.